



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

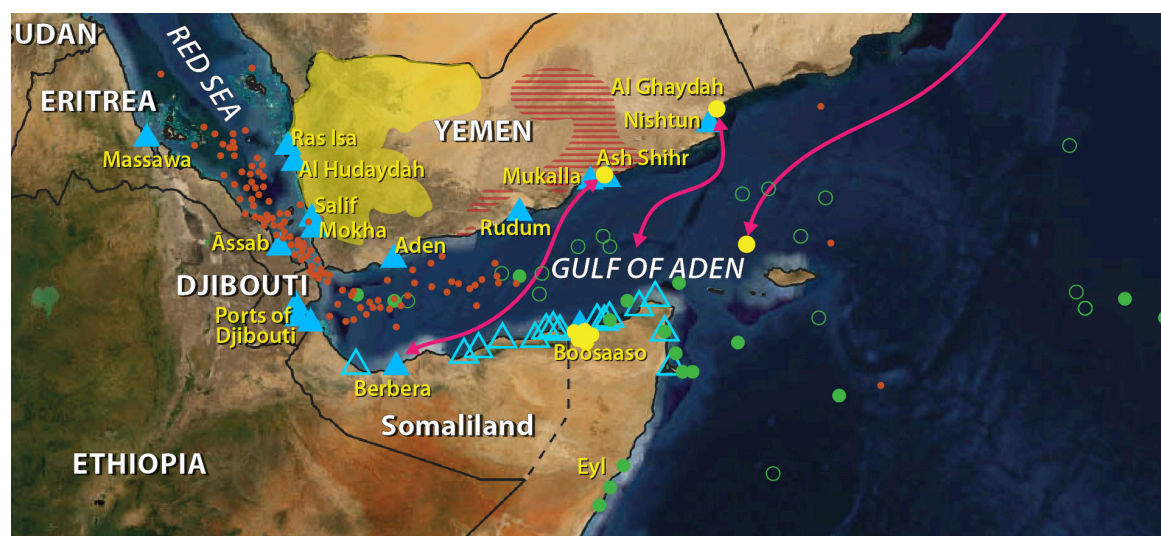
Dix tendances en matière de sécurité en Afrique en 2025 en graphiques

africacenter.org/fr/spotlight/dix-tendances-securite-en-afrique-2025-en-graphiques
the Africa Center for Strategic Studies

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

6 janvier 2026

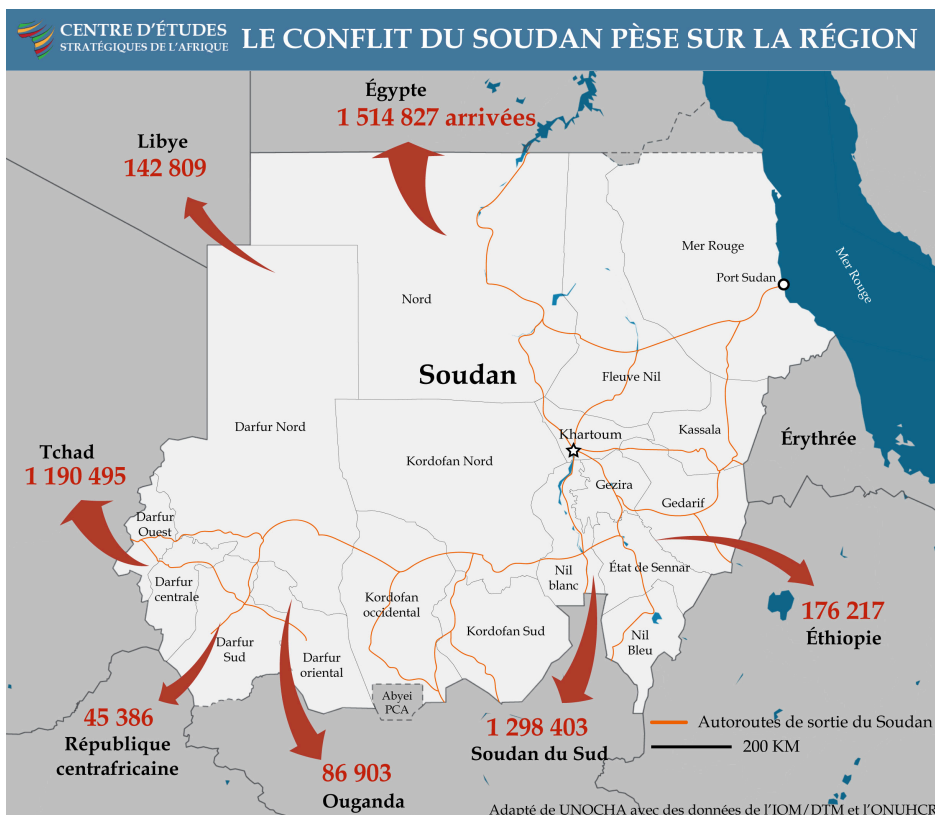
Le paysage sécuritaire complexe de l'Afrique a été secoué par les effets combinés de la régionalisation croissante des conflits, des offensives des groupes islamistes militants, des coups d'État militaires et des rivalités entre acteurs extérieurs.



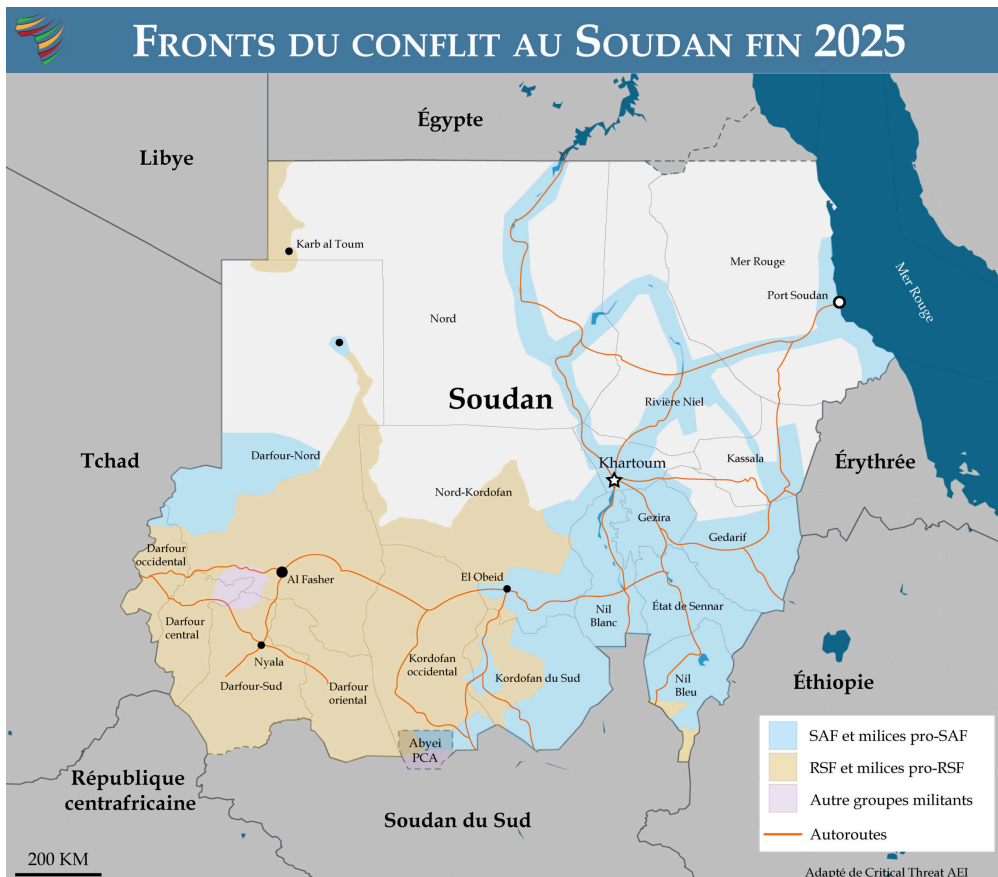
1. [La fragmentation du Soudan met la région à rude épreuve](#)
2. [La dynamique des groupes islamistes militants](#)
3. [Impunité et abus de pouvoir](#)
4. [La Chine et la Russie renforcent leur présence](#)
5. [La concurrence croissante entre les acteurs du Golfe](#)
6. [Escalade des combats en RDC](#)
7. [L'instabilité régionale affecte le Nigeria](#)
8. [Évolution des technologies de guerre](#)
9. [Urbanisation et manifestations de jeunes](#)
10. [Progrès vers la réalisation de l'Agenda 2063](#)

Un retour en images sur l'année 2025 révèle un paysage sécuritaire africain remodelé par des interventions extérieures croissantes, des armées enhardies à s'emparer du pouvoir et à le consolider, et la prolifération des drones qui étend la portée et la létalité des combattants armés. La convergence de l'urbanisation, de la pression démographique et de la régionalisation croissante des conflits met à rude épreuve l'environnement sécuritaire déjà fragile de l'Afrique. Malgré ces défis, de nombreux pays africains ont réalisé des progrès notables au cours de l'année écoulée dans le développement de leurs infrastructures de communication, routières, ferroviaires et spatiales afin d'accroître la productivité économique et les opportunités pour les 1,5 milliard de citoyens du continent, pour la plupart jeunes.

1. La fragmentation au Soudan met la région à rude épreuve

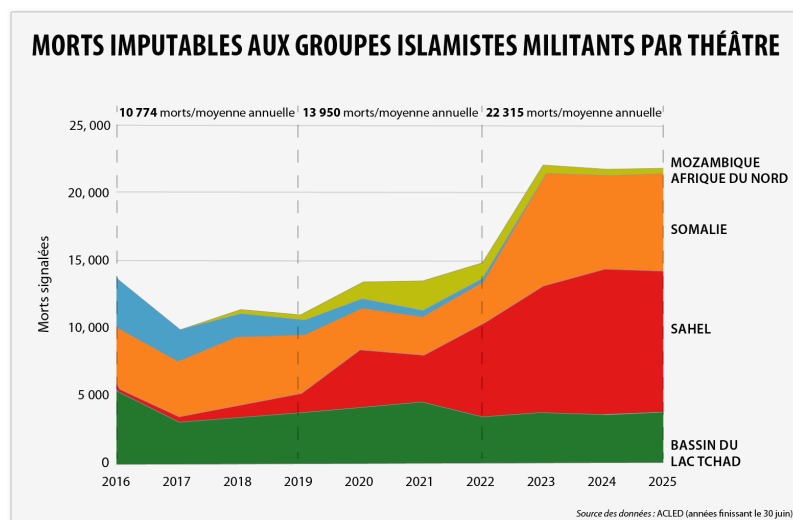


- Le conflit au Soudan entre les Forces armées soudanaises (Sudanese Armed Forces ou SAF) commandées par le général Abdel Fattah al Burhan et les Forces de soutien rapide (Rapid Support Forces ou RSF) dirigées par le général Mohamed Hamdan Dagalo a entraîné la fragmentation du troisième plus grand pays d'Afrique et la création de la plus grande crise humanitaire au monde. On estime que 400 000 personnes auraient déjà péri, et le pays est désormais divisé en deux zones de contrôle, l'est et l'ouest.
- Au total, 12,8 millions de personnes ont été déplacées de force au Soudan. Cela souligne la brutalité du conflit soudanais, qui continue de s'étendre depuis son déclenchement en avril 2023.
- En octobre 2025, les RSF ont pris El Fasher, la capitale du Darfour-Nord. Le groupe paramilitaire a massacré des milliers de personnes et en a contraint des dizaines de milliers d'autres à fuir. Plus de 150 000 habitants d'El Fasher sont toujours portés disparus. Avec l'effondrement du dernier bastion des SAF dans la région, les RSF ont pu se concentrer sur le Kordofan, dans le sud.



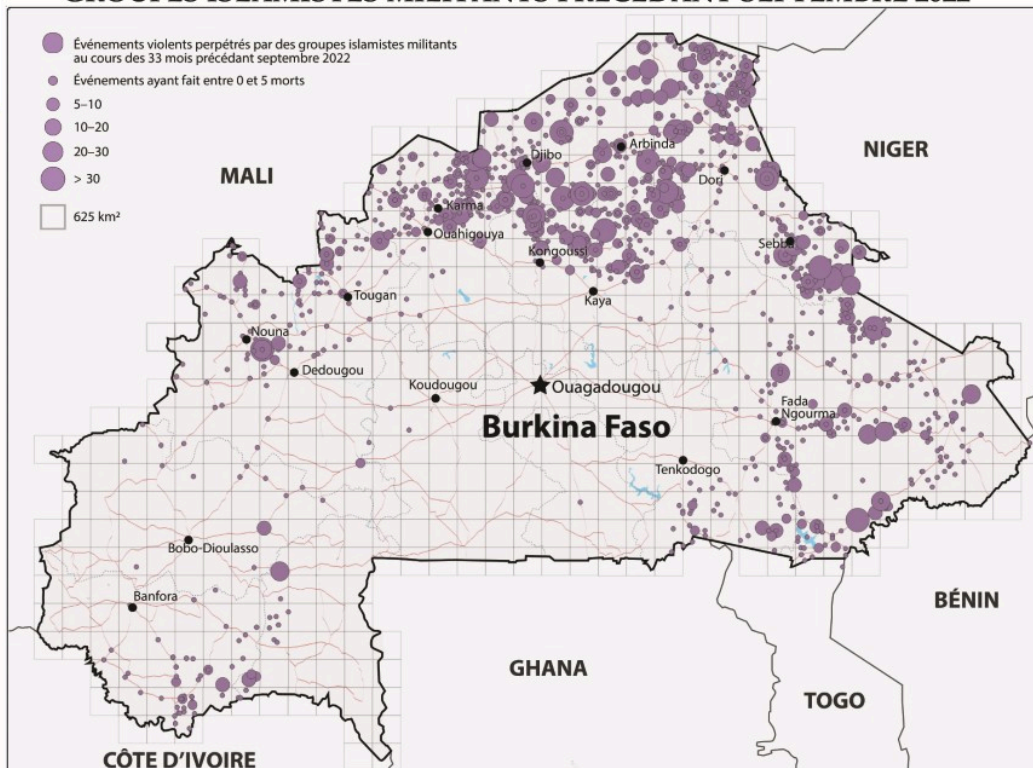
- On sait que plus de 600 000 personnes ont été exposées à des conditions proches de la famine au Soudan, principalement au Darfour. En raison de l'inaccessibilité de cette région et d'autres, le nombre de personnes confrontées à la famine pourrait être bien plus élevé. Les RSF ont spécifiquement pris pour cible les infrastructures de production alimentaire, tandis que les RSF et les SAF ont pris pour cible les marchés civils et ont empêché l'aide humanitaire d'atteindre les populations dans le besoin.
- Les acteurs régionaux ont amplifié la létalité, la dévastation et la persistance de ce conflit en fournissant du matériel, des fonds et un soutien politique. Les Émirats arabes unis et la Russie sont considérés comme les principaux sponsors des RSF, tandis que l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, la Russie, le Qatar et l'Iran soutiennent les

2. Des groupes islamistes militants toujours aussi actifs



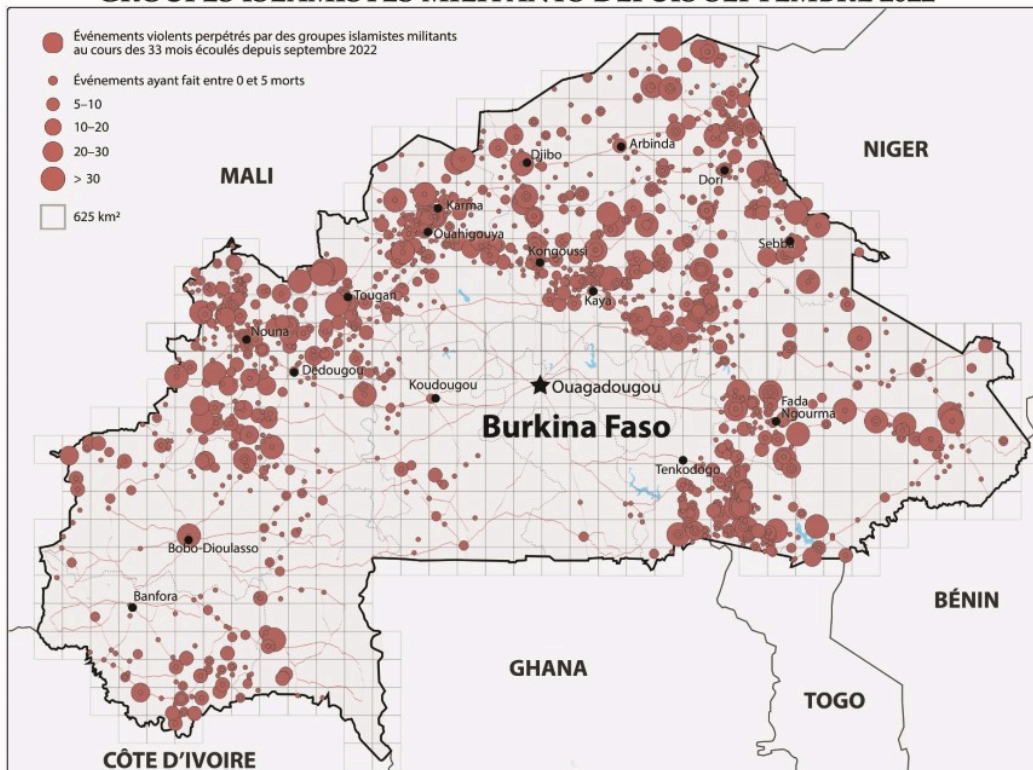
- [Les 22 307 morts liées aux groupes islamistes militants en Afrique](#) au cours de l'année écoulée maintiennent un niveau de létalité record observé depuis 2023 et représentent une augmentation de 60 % par rapport à la période 2020-2022.
- La menace des groupes islamistes militants n'est pas monolithique, mais comprend une douzaine de groupes distincts, chacun fonctionnant avec son propre leadership, sa propre structure organisationnelle, ses propres objectifs, ses propres méthodes de financement, de recrutement et ses propres tactiques.

ÉVÉNEMENTS VIOLENTS ET MORTS LIÉS AUX GROUPES ISLAMISTES MILITANTS PRÉCÉDANT SEPTEMBRE 2022

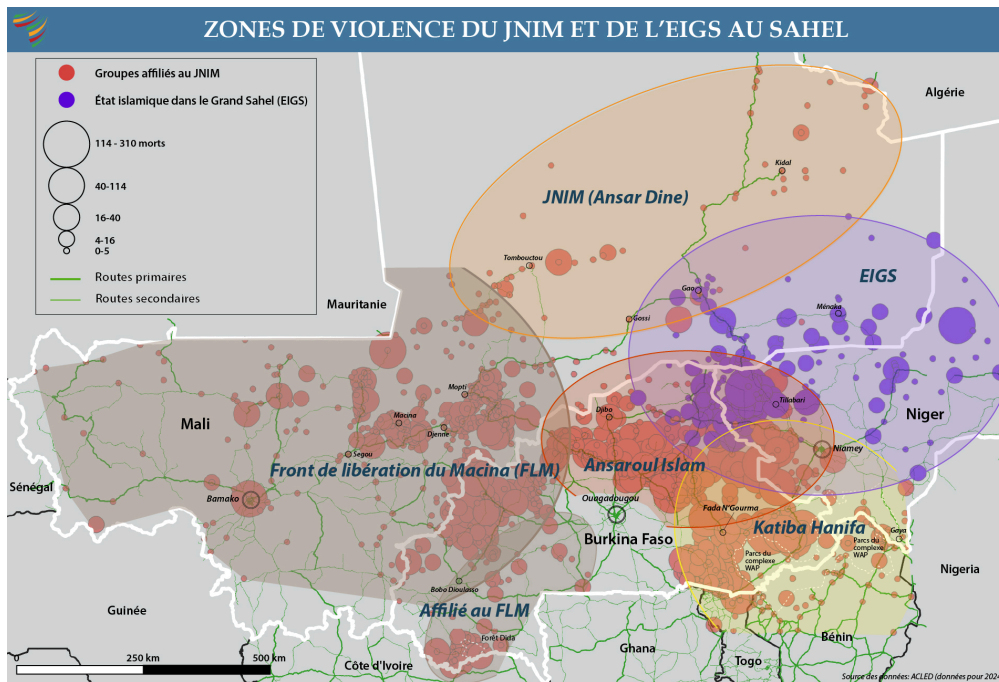


Source des données : Adapté de Armed Conflict Location and Event Data Project (Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés)

ÉVÉNEMENTS VIOLENTS ET MORTS LIÉS AUX GROUPES ISLAMISTES MILITANTS DEPUIS SEPTEMBRE 2022

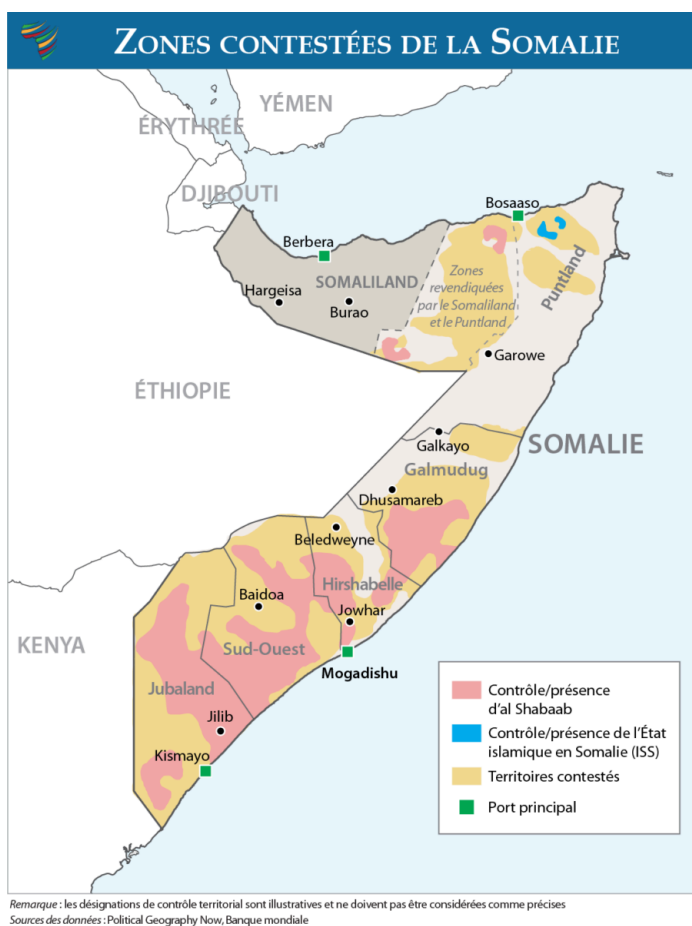


Source des données : Adapté de Armed Conflict Location and Event Data Project (Projet de données sur les lieux et les événements des conflits armés)



directement contribué au succès de ses opérations offensives dans le centre et le sud de la Somalie.

- La Somalie est également la base de l'État islamique en Somalie (ISS), situé dans l'État du Puntland, au nord-est du pays. Bien que l'ISS mène des opérations en Somalie depuis 2015, il a fait l'objet d'une surveillance accrue au cours de l'année écoulée, à la suite de rapports des Nations unies et d'autres sources indiquant que [l'ISS était devenu un centre administratif et financier mondial pour l'EI](#). Ces rapports indiquent que l'ISS a intensifié son recrutement de combattants étrangers (faisant passer ses effectifs d'environ 200 en 2018 à environ 1 000 en 2025).



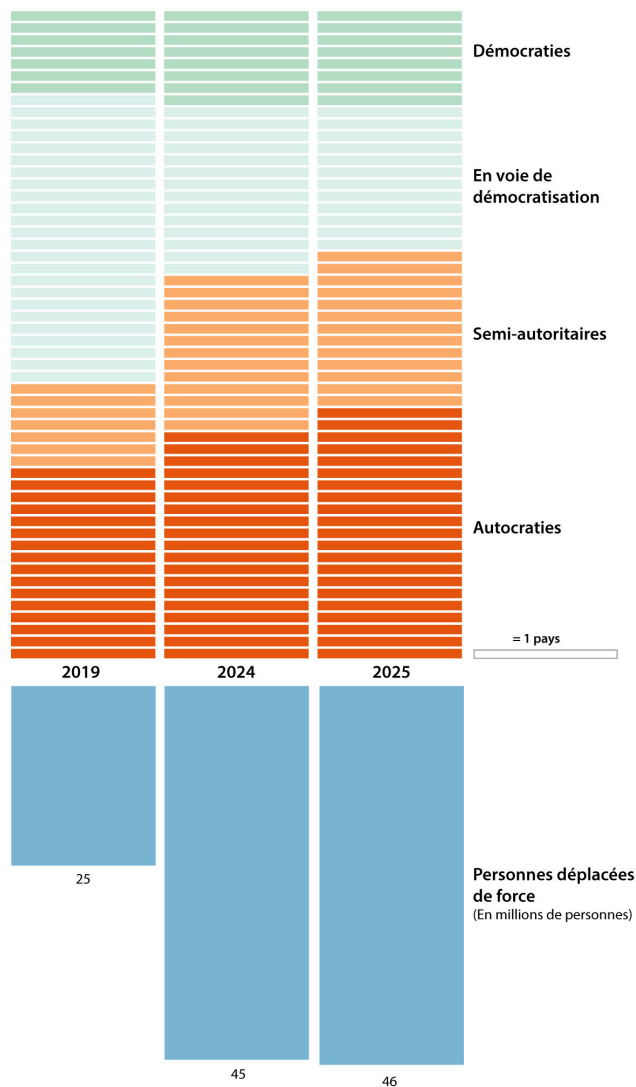
Bassin du lac Tchad

- Le bassin du lac Tchad a connu une augmentation de 7 % du nombre de morts (3 982) liées à la violence des islamistes militants au cours de l'année écoulée, ce qui démontre la résilience continue de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWA). La région représente 18 % du nombre total de morts liées aux groupes islamistes militants sur le continent.
- Boko Haram et l'ISWA semblent tous deux de mieux en mieux organisés et équipés. Au cours de l'année écoulée, l'ISWA [a envahi 15 bases militaires nigérianes](#) et, pour la première fois, [a utilisé la technologie de vision nocturne](#) pour lancer des attaques contre ces bases. Il a également acquis l'expertise opérationnelle nécessaire pour [déployer des drones armés et de surveillance, modifiant ainsi le champ de bataille dans la région](#). Les deux groupes ont été associés à un nombre à peu près égal de morts.
- [Des cellules d'islamistes militants se sont également installées dans le nord-ouest du Nigeria ces dernières années, qui était jusqu'alors principalement le domaine des gangs criminels organisés \(communément appelés « bandits »\)](#). Opérant principalement dans les États de Sokoto et de Kebbi, le groupe islamiste Lakurawa a combiné l'idéologie islamiste militante avec [des enlèvements, des extorsions et des saisies de biens](#) à la manière des bandits. Composé d'environ 200 combattants, Lakurawa est bien équipé, entre autres, de [véhicules aériens sans pilote pour la surveillance](#) et d'équipements de communication par satellite.

3. Impunité croissante et abus de pouvoir



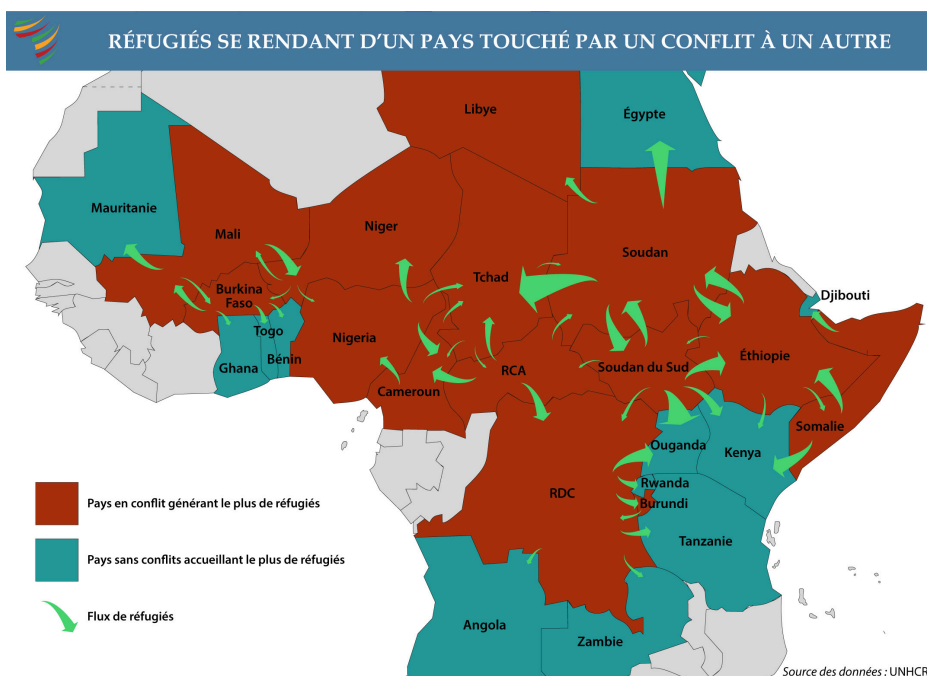
Le rétrécissement de l'espace démocratique en Afrique est lié à une plus grande instabilité



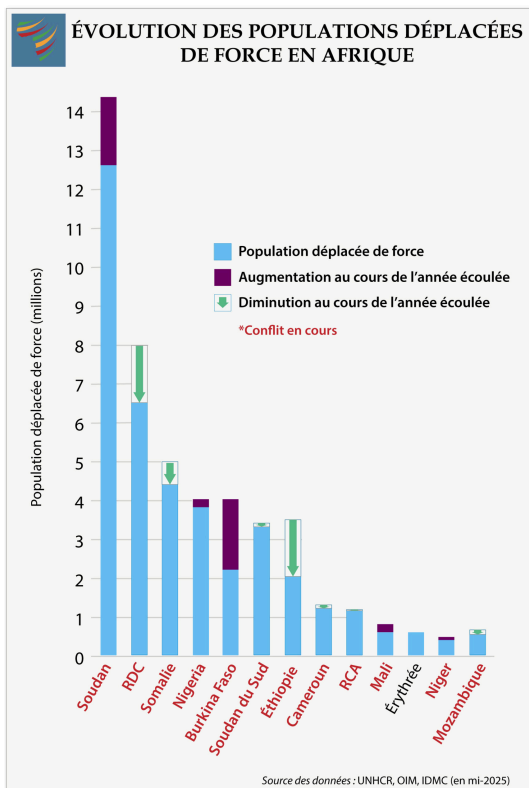
- Sur les dix élections prévues cette année en Afrique, seules trois ont été jugées libres et équitables. De plus, les élections organisées dans l'un des pays les plus stables du continent, [la Tanzanie, ont été marquées par des violences sans précédent](#) à l'encontre des partisans de l'opposition politique, des citoyens ordinaires et des journalistes. Cela s'inscrit dans la continuité [d'une tendance à l'impunité dont bénéficient les dirigeants en place](#), alors qu'on attend d'eux qu'ils organisent des élections crédibles qui confirment le soutien populaire dont ils bénéficient.
- L'ingérence militaire est restée un thème dominant, les junte militaires tentant de consolider leur prise de pouvoir antérieure par le biais d'élections au Gabon et en Guinée. Un coup d'État militaire en Guinée-Bissau en novembre a empêché la tenue d'élections longtemps reportées dans ce pays. Un autre coup d'État, à Madagascar en octobre, a encore affaibli le constitutionnalisme dans cet État insulaire de l'océan Indien. Le Bénin a pu empêcher un coup d'État militaire en décembre grâce à l'aide des forces de la CEDEAO venues du Nigeria et de Côte d'Ivoire. Les suggestions selon lesquelles les auteurs du coup d'État au Bénin auraient été [aidés par les junte sahéliennes](#) soulignent leurs efforts actifs pour normaliser les prises de pouvoir militaires sur les gouvernements démocratiques.
- Ces coups d'État s'inscrivent dans la tendance observée ces dernières années, qui a vu neuf pays africains connaître une prise de pouvoir militaire depuis 2020.



- Plutôt que réformistes, ces coups d'État se sont accompagnés d'une répression croissante. Les partis politiques, les médias indépendants et les groupes de la société civile ont été à plusieurs reprises suspendus, officiellement dissous ou empêchés de s'adresser au public.
- Vingt des cinquante-quatre dirigeants nationaux africains sont désormais arrivés au pouvoir à la suite de coups d'État ou d'actions militaires, renouant ainsi avec la norme du gouvernement militaire que de nombreux Africains pensaient avoir laissée derrière eux depuis longtemps. Les dirigeants africains qui ont pris le pouvoir par un coup d'État sont, à leur tour, beaucoup [plus susceptibles de contourner les limites de leur mandat et de se maintenir au pouvoir](#).
- Le nombre croissant de gouvernements militaires s'inscrit dans une tendance plus large de recul démocratique en Afrique ces dernières années, qui modifie les contours du paysage politique du continent. Alors qu'en 2019, la majorité des gouvernements étaient plutôt démocratiques, c'est aujourd'hui l'inverse qui prévaut. L'Afrique compte désormais plus de gouvernements autoritaires qu'à aucun autre moment depuis 1998.

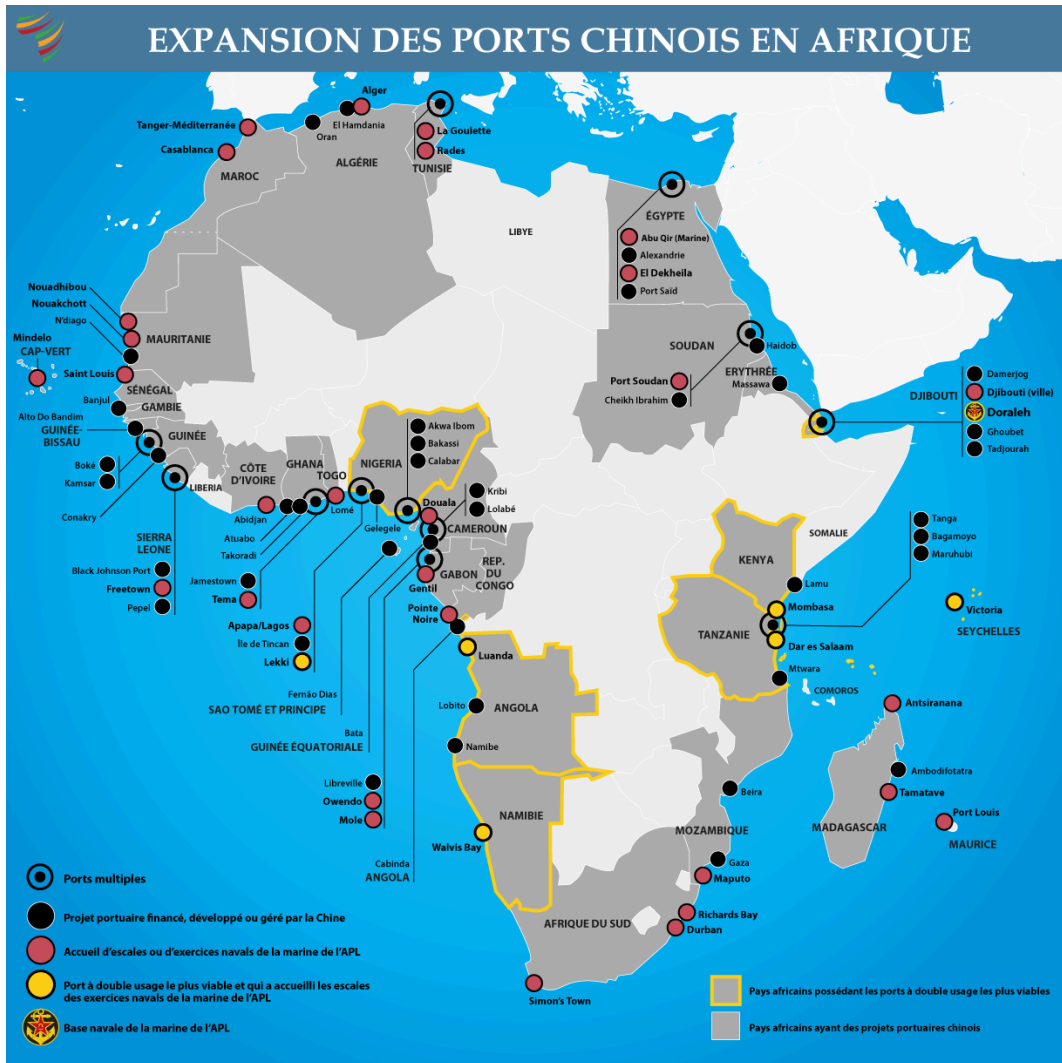


- Outre l'instabilité politique directe causée par le recul démocratique, une gouvernance exclusive et irresponsable a des répercussions sur la sécurité. Sur les 15 pays confrontés à un conflit armé majeur, 13 sont à tendance autoritaire.
- Dans le prolongement de cette tendance, 14 des 15 pays africains qui comptent [le plus grand nombre de personnes déplacées de force](#) ont des gouvernements à tendance autoritaire, ce qui souligne les répercussions régionales d'une gouvernance non représentative.



- La corruption est également plus susceptible de prospérer dans l'opacité d'un gouvernement autoritaire. Le classement médian des gouvernements autoritaires africains dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International est de 140 (sur 180 pays). En comparaison, le classement médian des démocraties africaines est de 58. Ces différences dans les normes de gouvernance ont des implications directes sur le respect de l'État de droit, la protection de la propriété privée, le potentiel d'investissement et la création d'emplois.

4. La Chine et la Russie renforcent leur présence dans les secteurs de la sécurité et des infrastructures critiques



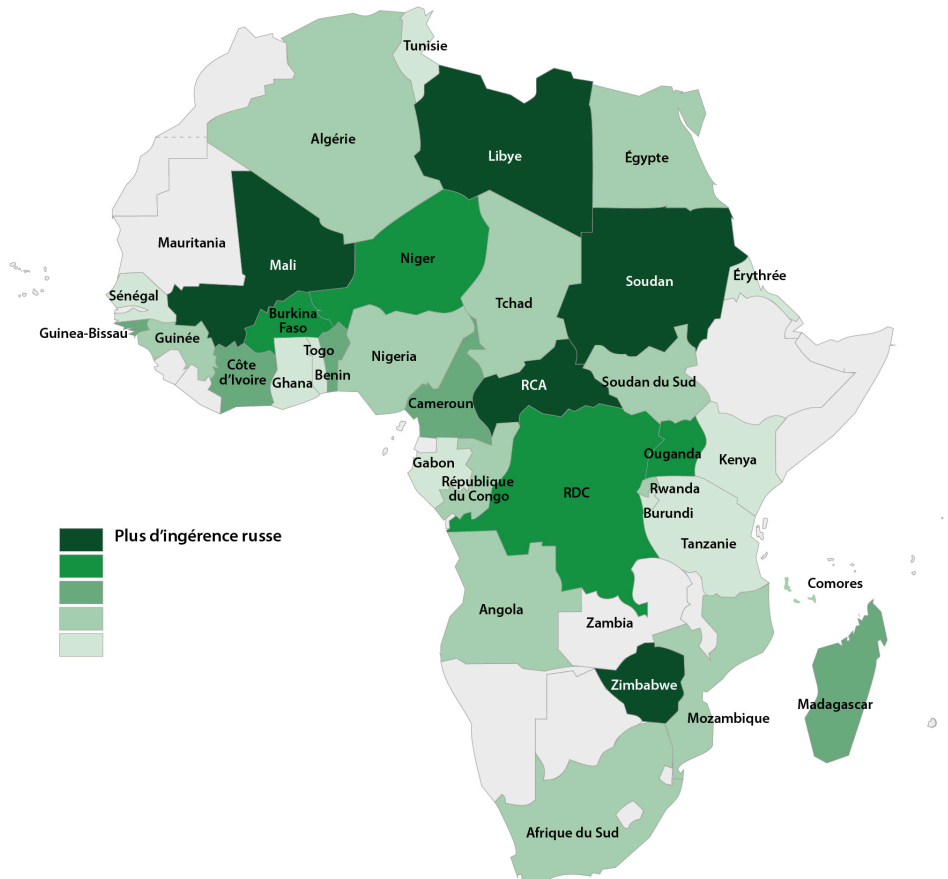
- La Chine renforce son engagement en matière de sécurité en Afrique dans le cadre de son [Initiative pour la sécurité mondiale](#). Cet engagement comprend des exercices et des opérations conjoints avec les forces africaines, dont l'ampleur et la sophistication ont augmenté ces dernières années. Les [exercices conjoints des forces aériennes chinoises et égyptiennes](#) en mai 2025 ont constitué le plus important déploiement de puissance aérienne chinoise jamais réalisé en Afrique.

Les exercices conjoints des forces aériennes chinoises et égyptiennes en mai 2025 ont constitué le plus important déploiement de puissance aérienne chinoise jamais réalisé en Afrique.

- Le plan d'action de Pékin (2025-2027) du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) se distingue par le fait [qu'il contient plus d'engagements en matière de sécurité](#) que tous les plans d'action précédents du FOCAC. Aujourd'hui, la Chine [forme environ 2 000 officiers africains](#) par an et est devenue l'un des principaux fournisseurs d'armes du continent. Environ [70 % des pays africains utilisent désormais des véhicules blindés chinois](#).
- Les engagements chinois en matière de sécurité s'accompagnent souvent d'un soutien politique accru à certains partis au pouvoir et de la promotion des normes de sécurité et des pratiques de gouvernance du Parti communiste chinois (PCC).
- Les entreprises publiques chinoises sont des acteurs actifs dans [environ 78 ports situés dans 32 pays africains](#), en tant que constructeurs, financiers ou exploitants. Les entreprises chinoises sont présentes dans plus d'un tiers des pôles maritimes commerciaux africains, ce qui représente une [présence nettement plus importante](#) que partout ailleurs dans le monde. Le développement expansif des ports chinois permet à la Chine de réaffecter des ports commerciaux à des activités militaires.
- La Chine a également acquis une [position dominante dans le secteur des minéraux critiques en Afrique](#). Sur [les 166 projets miniers détenus par la Chine dans le monde, 66 se trouvent en Afrique](#), soit plus que dans toute autre région. Cette domination empêche souvent les pays africains riches en ressources de progresser dans la chaîne de valeur.



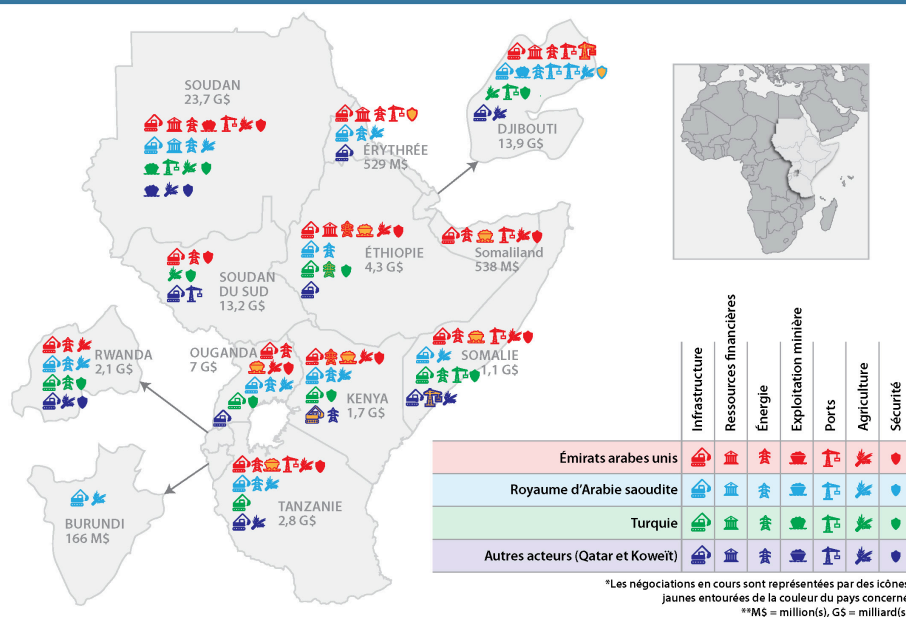
LES INTERVENTIONS RUSSES POUR SAPER LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE



- Avec la chute du régime Assad soutenu par la Russie en Syrie, Moscou a tenté de repositionner ses actifs militaires en Méditerranée vers la Libye (et plus près de l'Europe). Des vols en provenance de Syrie vers la base aérienne d'al Khadim, dans l'est de la Libye, contrôlée par des milices fidèles au général Khalifa Haftar, ont acheminé des troupes, des armes lourdes, des véhicules blindés, des avions, des hélicoptères et des systèmes sol-air.
- La Russie a également restauré la base aérienne de Matan al Sarra en Libye, près des frontières avec le Tchad et le Soudan, ce qui lui permet de mieux soutenir l'approvisionnement en armes de la RSF au Soudan.
- La Russie reste le principal soutien extérieur des junte militaires africaines dont les prises de pouvoir extraconstitutionnelles ont constitué un point d'entrée clé permettant à la Russie d'étendre son influence. La Russie maintient également une forte présence en République centrafricaine, où des agents russes sont fortement impliqués dans la sécurisation d'un troisième mandat pour le président Faustin-Archange Touadéra. Cela s'inscrit dans le cadre plus large des efforts déployés par la Russie pour saper la démocratie en Afrique afin de renforcer l'influence de Moscou sur le continent.
- Moscou a remplacé ses forces paramilitaires du groupe Wagner sur le continent par l'Africa Corps, désormais officiellement reconnu comme une unité du ministère russe de la Défense. Cependant, il y a peu de différences dans le mode opératoire de ces forces. De nombreux soldats de l'Africa Corps sont d'anciens membres du groupe Wagner, et le groupe a été accusé de perpétuer l'héritage de Wagner en [commettant des atrocités contre des civils](#) au Mali, au Burkina Faso et en RCA.
- La Russie a intensifié sa [guerre de l'information au Sahel](#) en soutenant les junte militaires et en menant une campagne d'information hautement coordonnée visant à favoriser la désillusion et de nouveaux coups d'État militaires dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.

5. Concurrence croissante entre les acteurs du Golfe en Afrique de l'Est

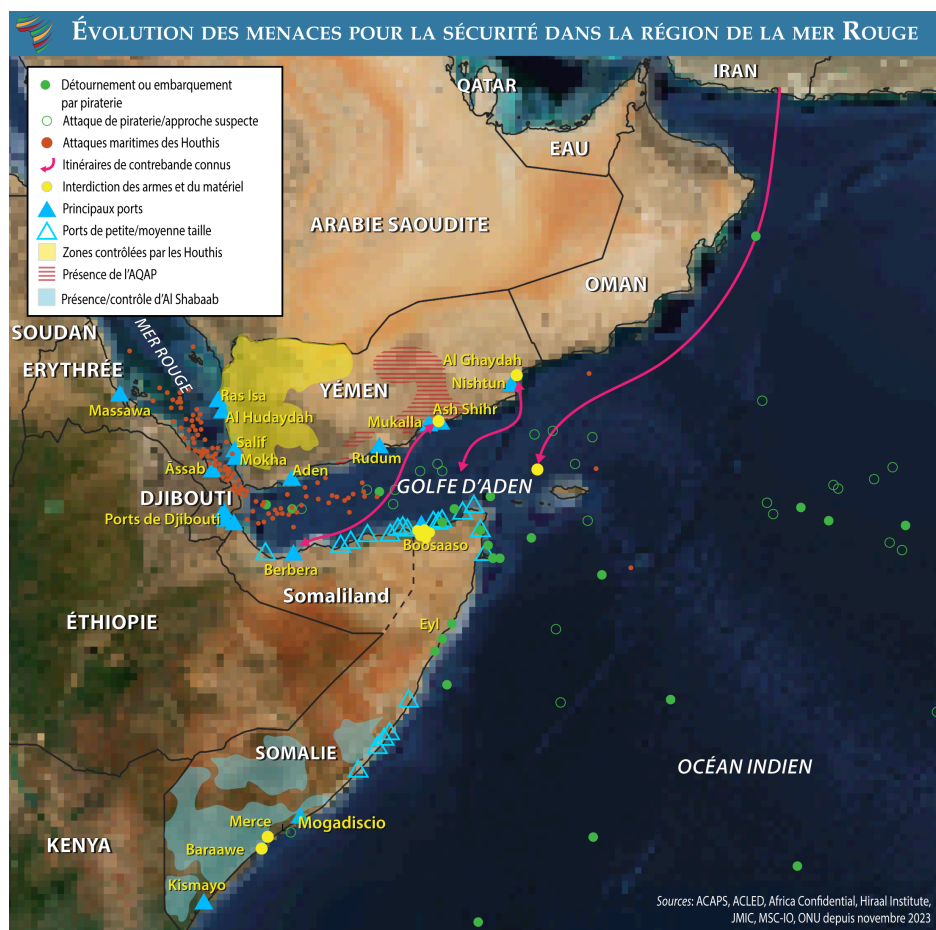
L'engagement des acteurs des États du Golfe en Afrique de l'Est



- Les États du Golfe (et la Turquie) sont de plus en plus étroitement liés aux économies, aux opérations portuaires, à la politique et aux forces de sécurité de l'Afrique de l'Est, ce qui a des implications considérables pour les quelque 415 millions de citoyens de la région.

Les Émirats arabes unis sont de loin l'acteur régional le plus engagé en Afrique de l'Est, avec des projets estimés à 47 milliards de dollars.

- Poussés par des intérêts économiques, des rivalités et l'ambition de devenir la puissance régionale dominante, les Émirats arabes unis (EAU), le Royaume d'Arabie saoudite et la Turquie sont devenus ces dernières années les principales sources de capitaux, d'engagement du secteur privé et d'approvisionnement en armes en Afrique de l'Est. Combiné à l'engagement accru du Qatar et du Koweït, cela représente environ 75 milliards de dollars d'investissements en Afrique de l'Est ces dernières années.
- Les Émirats arabes unis sont de loin l'acteur régional le plus engagé en Afrique de l'Est, avec des projets estimés à 47 milliards de dollars. Cela représente environ 60 % de tous les flux de capitaux de la région du Golfe vers l'Afrique de l'Est et contribue à faire des Émirats arabes unis la quatrième source de capitaux en Afrique, après l'Union européenne, la Chine et les États-Unis.
- Comme au Soudan, la Somalie est de plus en plus empiétée dans un [conflit régional](#) qui oppose l'Égypte, l'Érythrée, le Soudan, le Qatar et la Turquie à l'Éthiopie, au Kenya et aux Émirats arabes unis.
- Parallèlement, l'expansion de ses capacités et de ses sources de revenus a permis à Al-Shabaab, qui fait preuve d'une grande résilience, d'exploiter les luttes de pouvoir au sein de la structure fédérale somalienne [et de menacer sérieusement de s'emparer de Mogadiscio](#). Cela ouvrirait la voie à la Somalie pour devenir une plaque tournante pour les groupes terroristes internationaux.

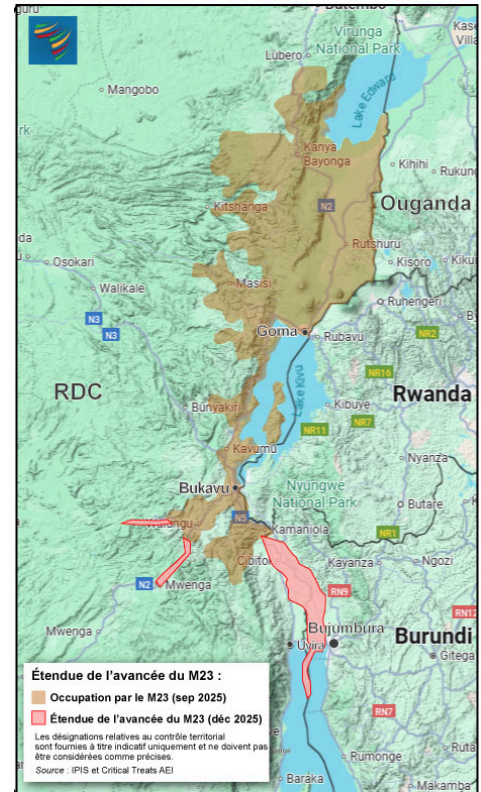


- L'année dernière [des preuves d'une collaboration croissante entre Al-Shabaab en Somalie et les Houthis au Yémen](#) ont été révélées.
- Les Houthis ont utilisé des drones, des missiles et des petits bateaux pour [attaquer plus de 100 navires commerciaux](#) qui tentaient de traverser le détroit de Bab al Mandab, long de 70 miles et large de 20 miles (à son point le plus étroit), qui sépare l'Afrique de la péninsule arabique.
- [L'insécurité croissante dans la mer Rouge](#), le golfe d'Aden et l'océan Indien occidental a des répercussions économiques directes sur l'économie mondiale. Le trafic maritime via le canal de Suez (qui représente environ [12 à 15 % du commerce mondial](#) et 30 % du trafic de porte-conteneurs) a [chuté de 50 à 60 %](#) au cours du premier semestre.

6. L'escalade des combats en RDC risque d'entraîner un conflit régional plus large

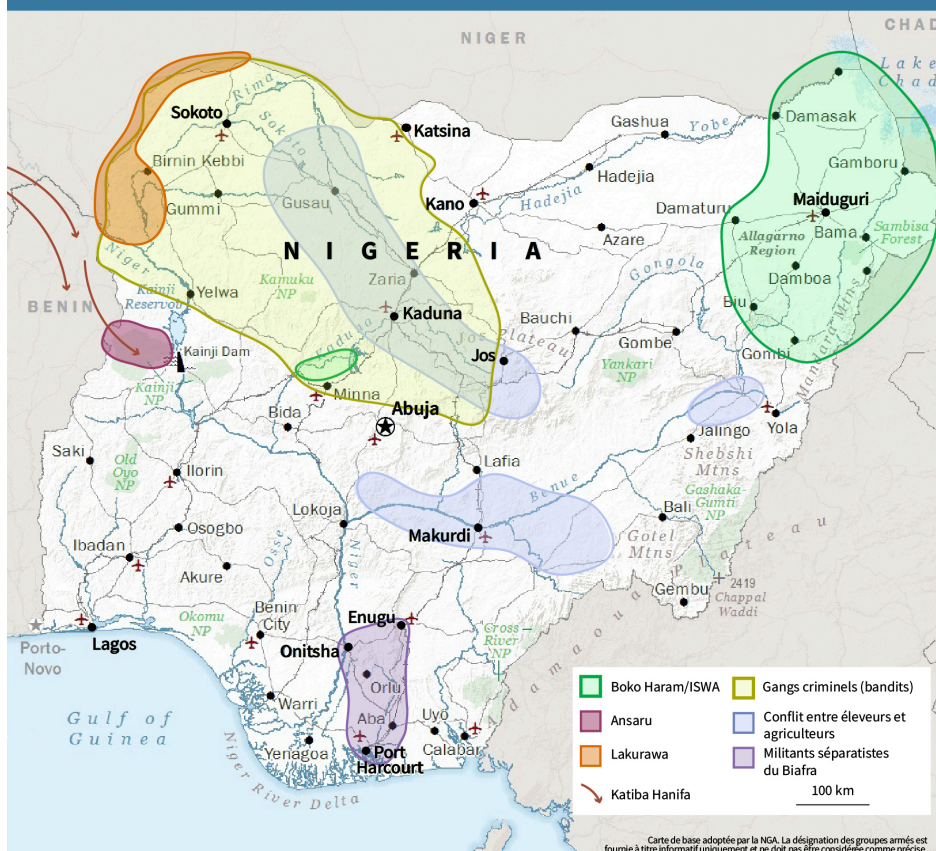
- La chute de Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), aux mains des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) au début de l'année 2025 a provoqué une onde de choc dans la région et risque de déclencher une guerre régionale plus large. Les guerres du Congo de 1996 à 2003 ont précipité l'intervention d'au moins huit armées africaines en soutien aux camps opposés et causé la mort d'environ 5,4 millions de Congolais.
- Il est largement reconnu que le M23 est soutenu par les Forces de défense rwandaises (FDR) [afin de servir les intérêts du Rwanda](#) en RDC. [Des enquêtes menées par l'ONU](#) ont également [révélé que le M23](#) bénéficie du soutien de l'Ouganda, ce qui souligne la dimension régionale du conflit.
- Outre Goma (2 millions d'habitants), le M23 a pris le contrôle de Bukavu, la capitale du Sud-Kivu (1,3 million d'habitants), et en décembre, il a poursuivi son avancée vers le sud pour s'emparer de la ville d'Uvira (650 000 habitants). Plus de [2,5 millions de personnes ont été déplacées](#) à la suite des offensives du M23. Parmi elles, 200 000 civils congolais ont été déplacés en raison de l'avancée vers Uvira.
- Les combats à Uvira et dans ses environs constituent un autre facteur susceptible de déclencher une extension du conflit. Uvira se trouve juste de l'autre côté de la frontière avec Bujumbura, et environ 10 000 soldats burundais ont été déployés en RDC pour protéger Uvira. Le M23 aurait capturé des centaines de soldats burundais lors de l'offensive de décembre. Les affrontements dans cette région pourraient facilement dégénérer en un conflit entre le Burundi et le Rwanda.
- Au cours de la bataille de Goma en janvier 2025, des échanges de tirs entre le M23 et les forces de la mission de la SADC en RDC (SAMIDRC), qui se trouvaient en RDC pour aider à contenir la menace du M23, [ont entraîné la mort de 20 soldats](#) sud-africains, malawiens et tanzaniens, ce qui a conduit au retrait final de la SAMIDRC.
- Les efforts de médiation des États-Unis et du Qatar ont permis d'obtenir plusieurs cessez-le-feu au cours de l'année. Cependant, les multiples dimensions de la crise en RDC rendent son règlement particulièrement difficile. Outre l'intégrité territoriale de la RDC et les rivalités régionales, d'autres questions controversées se posent, notamment :
 - La nationalité et la citoyenneté contestées des Congolais d'origine rwandaise et burundaise dans l'est du Congo
 - Le contrôle des vastes ressources naturelles et des richesses minérales du Congo
 - La faible légitimité du gouvernement de la RDC
 - L'inefficacité et le comportement prédateur des 150 000 membres des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), qui ont été entravés par [l'indiscipline, des chaînes de commandement parallèles, des salaires irréguliers et un comportement prédateur](#)
 - Déploiement de mercenaires par le gouvernement
- Le [Dialogue intercongolais](#) et les accords de Sun City (Afrique du Sud) qui en ont résulté et qui ont mis fin à la deuxième guerre du Congo (1998-2003) peuvent servir de leçons pour la crise actuelle, compte tenu des causes profondes, des acteurs et des dimensions externes similaires.

7. L'instabilité régionale exacerbe les tensions au Nigeria





LES MENACES COMPLEXES QUI PÈSENT SUR LA SÉCURITÉ DU NIGERIA



- Le Nigeria a été confronté à une [escalade des attaques criminelles organisées dans sa région nord-ouest](#). Connus localement sous le nom de « bandits », ces gangs criminels sont devenus de plus en plus audacieux, notamment en procédant à des enlèvements massifs d'écoliers et d'autres personnes, qui sont ensuite détenus contre rançon dans le cadre d'un système lucratif de génération de revenus.
- Au-delà des enlèvements, ces groupes criminels s'en prennent aux principales voies de transport, se livrent à des extorsions et s'emparent d'entreprises économiques lucratives telles que des fermes et des mines. Ces groupes criminels prospèrent dans les zones frontalières poreuses avec le sud-ouest du Niger, qui a connu une escalade dramatique de l'insécurité après le coup d'État militaire de 2023.
- Le Nigeria est également confronté à des attaques transfrontalières menées par des groupes islamistes militants (probablement [Katiba Hanifa, de la coalition JNIM](#)) qui y pénètrent depuis le Bénin. Il s'agit là d'un effet domino supplémentaire de l'expansion de la violence des islamistes militants dans l'ouest du Sahel, qui s'est propagée vers le sud, du Mali au Burkina Faso, et menace désormais les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin et le Nigeria.

L'émergence de groupes extrémistes violents dans le nord-ouest du Nigeria implique la convergence tant redoutée entre les groupes islamistes militants et les réseaux criminels organisés.

- La menace croissante de contagion à travers sa frontière occidentale est l'une des raisons pour lesquelles le Nigeria a agi rapidement pour aider à stabiliser le gouvernement du Bénin après une tentative de coup d'État menée en décembre par une unité de soldats béninois mécontents.
- L'émergence de groupes extrémistes violents dans le nord-ouest du Nigeria implique la convergence tant redoutée entre les groupes islamistes militants et les réseaux criminels organisés, qui associent incitations financières, zèle idéologique et violence terroriste.
- Le Nigeria a simultanément repoussé cette convergence dans le nord-est, où [Boko Haram et l'État islamique d'Afrique de l'Ouest](#) sont actifs depuis 15 ans.
- Le gouvernement nigérian doit faire face à la menace croissante dans le nord tout en s'attaquant [à une multitude d'autres problèmes de sécurité](#), notamment les violences entre agriculteurs et éleveurs dans la ceinture médiane, qui attisent les tensions entre chrétiens et musulmans, un mouvement séparatiste violent dans le sud, la piraterie fluviale et côtière, et [les groupes cybercriminels](#) qui escroquent des victimes dans le monde entier.
- Malgré ces défis, le Nigeria reste un [pôle d'attraction majeur pour les migrants](#) de toute la région de l'Afrique de l'Ouest, l'un des rares pays africains à afficher un solde migratoire positif.

8. L'évolution technologique remodèle la guerre

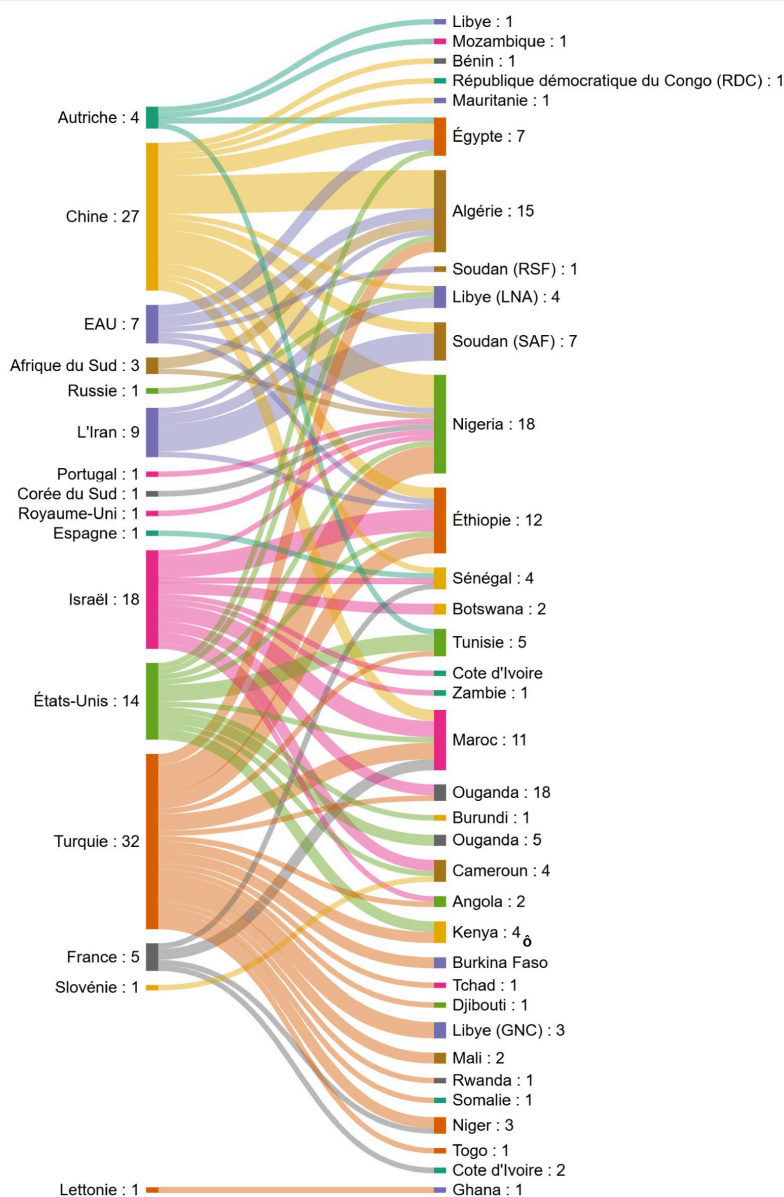


- [La prolifération des drones est en train de remodeler l'espace de combat dans les conflits armés en Afrique](#). Grâce à leur coût en constante diminution et à leur disponibilité croissante, ainsi qu'à leur faible besoin en expertise opérationnelle, les drones offrent efficacement les capacités d'une petite force aérienne et élargissent considérablement la portée des combattants armés.
- Au moins 31 pays africains ont acquis des milliers d'unités individuelles sans pilote, et le rythme des acquisitions de drones militaires par les gouvernements s'accélère.
- [93 % des frappes de drones enregistrées en Afrique](#) se sont concentrées dans six pays : le Soudan, l'Éthiopie, le Burkina Faso, le Mali, la Libye et la Somalie.
- Dans au moins neuf pays africains (Burkina Faso, RDC, Kenya, Libye, Mali, Mozambique, Nigeria, Somalie et Soudan), des acteurs armés non étatiques ont acquis et utilisé des drones militaires.

Les pays africains cherchent à localiser leurs capacités de production de drones, en particulier avec la prolifération des petits drones commerciaux.

- Les puissances moyennes, en particulier la Turquie, étendent de manière asymétrique leur influence en Afrique en répondant à la demande croissante du continent en matière de drones. La Turquie est le premier fournisseur de l'Afrique, avec un total de 32 accords. Israël, les Émirats arabes unis et l'Iran ont également étendu leur influence sur le continent grâce à la fourniture de drones.
- Les pays africains cherchent à localiser leurs capacités de production de drones, en particulier avec la prolifération des petits drones commerciaux qui sont modifiés et intégrés dans des opérations tactiques. Des entreprises de [neuf pays africains](#) (Algérie, Égypte, Éthiopie, Kenya, Maroc, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan et Tunisie) produisent désormais des drones militaires, fournissant environ 12 % du marché africain total des drones.
- La propagation des systèmes d'armes sans pilote a rendu les zones urbaines de plus en plus vulnérables. Les attaques de drones menées par les parties belligérantes au Soudan ont fait de nombreuses victimes civiles dans les grandes villes du pays.

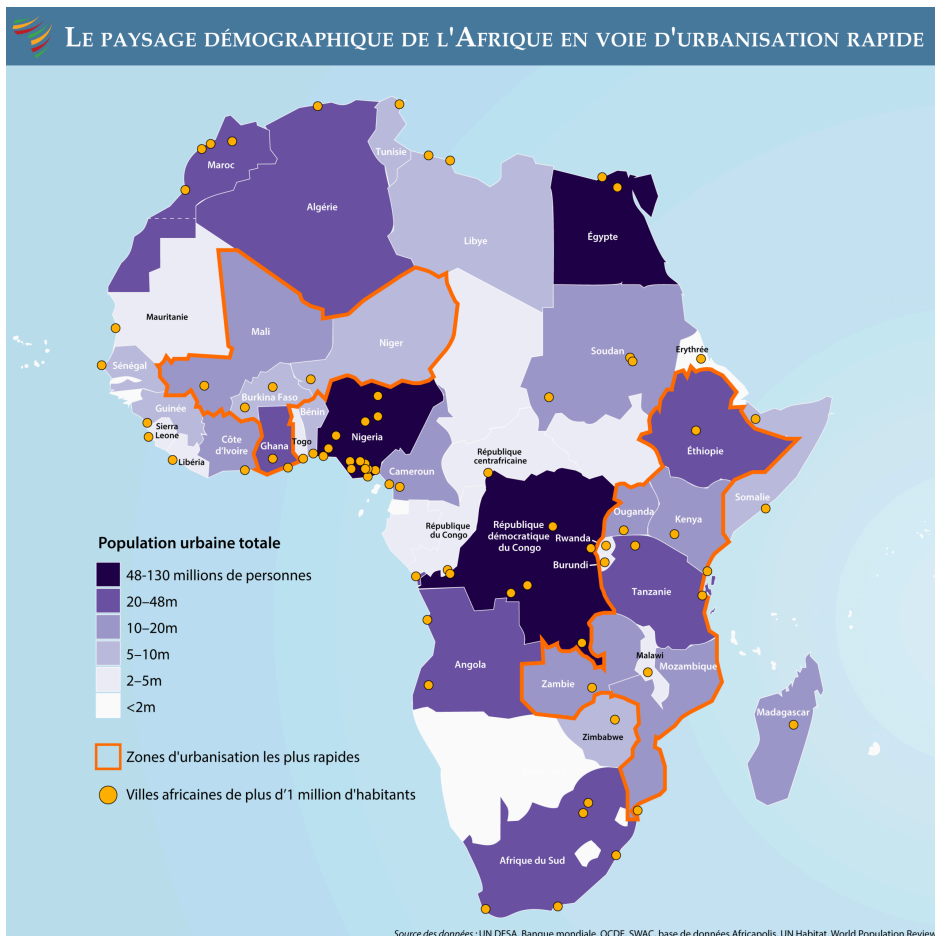
ACQUISITION DE DRONES EN AFRIQUE PAR FOURNISSEUR



Source des données : Military Africa, Center for New American Security Drone Proliferation Datasets, Auteur

9. Urbanisation et manifestations de jeunes

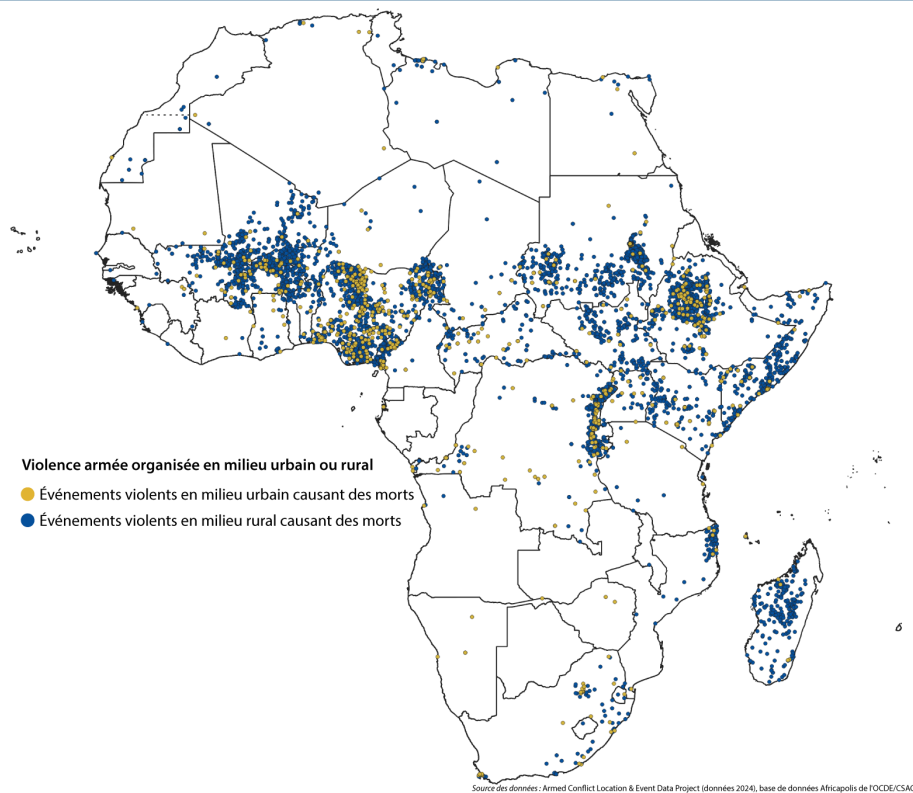
- L'Afrique est la région du monde qui connaît l'urbanisation la plus rapide, avec une croissance moyenne des villes de 3,5 % par an (soit 45 millions de personnes).
- Près de la moitié des Africains, soit plus de 700 millions de personnes, vivent déjà dans des zones urbaines, un chiffre qui devrait [doubler pour atteindre 1,4 milliard](#) d'ici 2050. Ce rythme d'expansion urbaine est sans précédent dans l'histoire de l'humanité et [laisse présager des changements fondamentaux en matière de sécurité](#).
- Au cours de l'année écoulée, 587 des 4 930 villes africaines ont enregistré des morts liées à des violences armées organisées. Ce chiffre est en hausse depuis quelques années, ce qui indique que les zones urbaines africaines deviennent progressivement la cible des guerres civiles ou des insurrections endurcies qui secouent le continent.



- Le conflit entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) au Soudan, qui a englouti des villes densément peuplées comme Khartoum, Omdurman et El Fasher, pourrait être un signe avant-coureur de cette tendance et de la montée en flèche du nombre de victimes parmi les non-combattants qui en résulte.
- Des schémas similaires ont été observés dans l'est de la RDC (autour de centres urbains tels que Goma, Bukavu et Uvira), en Somalie (à Mogadiscio, Baidoa et Kismayo) et au Nigeria (à Maiduguri). Les incursions croissantes des insurgés islamistes militants dans les périphéries urbaines et les centres municipaux au Mali, au Burkina Faso et au Niger laissent présager une augmentation du nombre de victimes civiles au Sahel également.
- Avec l'urbanisation, le continent le plus jeune du monde a également connu en 2025 de nombreuses manifestations de la génération Z réclamant une plus grande responsabilité, des opportunités d'emploi et la démocratie. Au Maroc, ces manifestations étaient centrées sur la colère nationale face aux défaillances systémiques du système de santé, au chômage et à l'accès aux services.

À Madagascar, les manifestations ont été détournées par un coup d'État militaire, soulignant la difficulté de transformer des manifestations en gouvernements démocratiques responsables et réactifs aux intérêts des citoyens.

- À Madagascar, les manifestations contre les pénuries d'eau et d'électricité ont remis en question la légitimité du gouvernement et entraîné la chute du président en exercice, Andry Rajoelina. Cependant, plutôt que de conduire à des réformes, ces manifestations ont été détournées par un coup d'État militaire, soulignant la difficulté de transformer des manifestations en gouvernements démocratiques responsables et réactifs aux intérêts des citoyens.
- Les jeunes ont été aux avant-postes des [manifestations qui ont entouré les élections d'octobre en Tanzanie](#), lesquelles ont été marquées par d'importantes irrégularités selon les organismes régionaux et continentaux. La police et les services de renseignement tanzaniens ont ensuite tiré à balles réelles sur la foule, faisant plusieurs milliers de morts selon les estimations.
- Les manifestations de la génération Z ont eu lieu dans de nombreuses autres villes africaines, reflétant la frustration [d'un million d'Africains qui entrent chaque mois sur le marché du travail](#), mais dont moins d'[un sur quatre trouve un emploi dans le secteur formel](#).

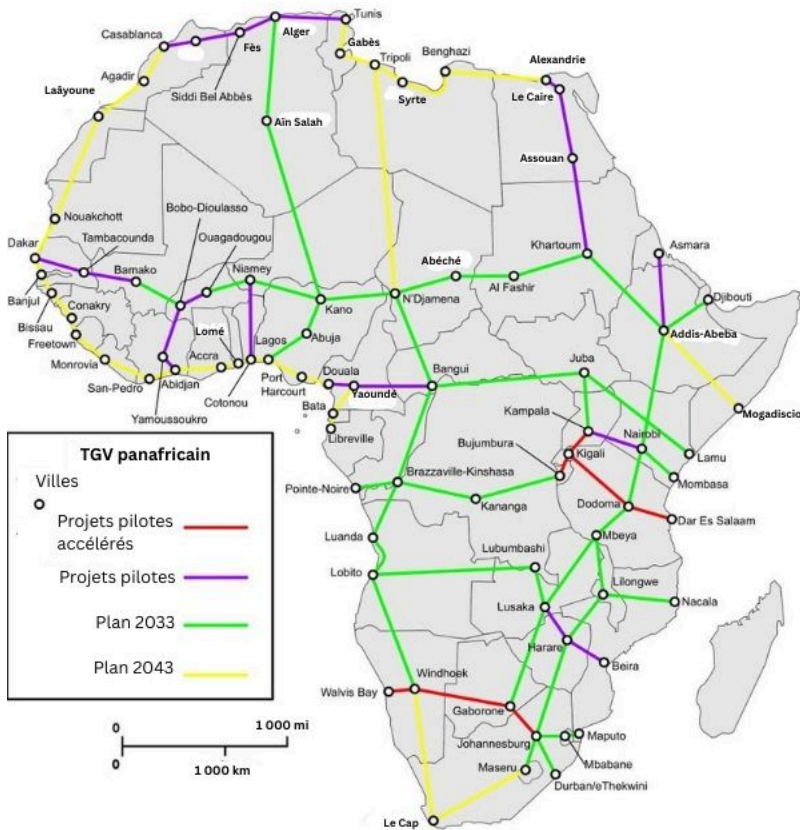


10. Progrès vers la réalisation de l'Agenda 2063

- Compte tenu de l'énorme potentiel de l'Afrique en termes de population jeune, de marché émergent et de pôle d'innovation technologique et culturelle, [l'Agenda 2063](#) de l'Union africaine [a défini une vision et une stratégie](#) pour progresser vers une Afrique intégrée, prospère, démocratique et sûre. Des progrès notables, bien que partiels, ont été réalisés en 2025 pour mettre cette vision en pratique.
- Avec 54 membres, l'Accord de libre-échange continental africain (AfCFTA) est la plus grande zone de libre-échange au monde en termes d'adhésion. S'il est pleinement mis en œuvre, il pourrait stimuler le commerce intra-africain de plus de 50 % et remodeler fondamentalement l'industrialisation et les chaînes de valeur régionales. Quarante-huit pays ont ratifié l'accord, et le secrétariat permanent à Accra, au Ghana, est opérationnel.
- La création d'infrastructures facilitant le commerce et les transports intra- et interrégionaux est un élément central de l'Agenda 2063.

La connectivité des infrastructures s'est améliorée grâce à de nouveaux réseaux de transport, à une électrification plus étendue et à des progrès significatifs dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

- 16 000 kilomètres de routes ont été construits sur les 54 000 kilomètres prévus dans le cadre du programme de développement des infrastructures en Afrique de l'Agenda 2063.
- Deux millions de kilomètres de fibre terrestre ont été connectés dans le cadre de la stratégie de transformation numérique de l'Union africaine afin de faciliter l'accès à des données plus fiables et plus accessibles, d'améliorer la productivité économique et de développer les services électroniques.
- La connectivité des infrastructures s'est améliorée grâce à de nouveaux réseaux de transport, à une électrification plus étendue et à des progrès significatifs dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.
- L'année dernière a été marquée par des progrès dans l'harmonisation réglementaire du marché unique africain de l'électricité (AfSEM). Les pools énergétiques africains (pour l'Afrique occidentale, australe et orientale) alignent leurs stratégies, certaines régions étant déjà interconnectées et échangeant de l'électricité.



- 2 000 kilomètres de voies ferrées composant le réseau ferroviaire à grande vitesse intégré (HSR) de l'Union africaine ont été construits. Ce réseau reliera l'Afrique du Nord à l'Afrique australe, chaque région mettant en œuvre un plan directeur régional ferroviaire s'inscrivant dans le cadre d'un plan intégré plus large. Il est prévu de construire 50 000 kilomètres de voies supplémentaires d'ici 2043.
- [L'espace apparaît rapidement comme une frontière stratégique](#) pour les pays africains, compte tenu de ses contributions concrètes à l'amélioration des communications, de l'accès à l'information, du développement économique et des applications de sécurité nationale, notamment l'amélioration de la surveillance des frontières, la surveillance maritime et le suivi du trafic illicite.
- [L'Agence spatiale africaine \(AfSA\)](#) a été inaugurée au Caire en avril 2025. L'AfSA fournit un cadre continental pour harmoniser les programmes spatiaux, assurer la coordination des politiques, réduire les doublons et favoriser l'accès partagé aux infrastructures et aux données.
- Plus de [21 pays africains ont mis en place des programmes spatiaux](#) et 18 ont lancé au moins un satellite. Le continent a lancé au total 65 satellites (y compris des « CubeSats » miniatures), et plus de 120 satellites supplémentaires sont en cours de développement et devraient être lancés d'ici 2030.



